

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport récapitulatif destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2011

Troisième trimestre 2011

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source d'informations appréciable pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats des entretiens qui ont été menés durant les mois de juillet et d'août 2011 sont résumés ci-après. Au cours de ces entrevues, 164 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure de production de la Suisse, mais cette sélection peut varier d'un trimestre à l'autre. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus.

Régions	Délégués
Genève	Marco Föllmi
Mittelland	Martin Wyss
	Hans-Ueli Hunziker (<i>ad interim</i>)
Suisse centrale	Walter Näf
Suisse du Nord-Ouest	Markus Zimmerli (<i>ad interim</i>)
Suisse italienne	Mauro Picchi
Suisse orientale	Jean-Pierre Jetzer
Vaud-Valais	Aline Chabloz
Zurich	Markus Zimmerli

Résumé

L'évolution des cours de change a fortement marqué le climat conjoncturel au troisième trimestre 2011. L'appréciation de la situation faite par les entreprises s'est donc détériorée au fur et à mesure que l'enquête avançait. Dans les trois secteurs – industrie manufacturière, construction et services –, l'économie a perdu de sa vigueur. C'est au niveau des services que cette tendance a été la plus prononcée. La demande de main-d'œuvre n'a que légèrement augmenté dans l'ensemble. Tout récemment, les incertitudes concernant l'évolution ultérieure se sont considérablement accentuées.

En ce qui concerne la progression des chiffres d'affaires en termes réels, les perspectives sont encore positives dans l'industrie manufacturière et dans les services, mais dans une mesure bien moindre qu'aux trimestres précédents. Seule la construction devrait encore enregistrer une croissance des investissements. L'utilisation des capacités de production de l'économie suisse est de normale à très élevée pour les trois secteurs; elle devrait se stabiliser à son niveau actuel au cours des prochains mois.

Il ressort des entretiens menés en juillet et en août que les craintes à l'égard de l'évolution future ont nettement augmenté. Celles-ci sont concentrées sur l'évolution à venir des cours de change. L'industrie d'exportation est soumise à de très fortes pressions sur les marges. Les entreprises ont largement recours à des mesures telles que le gel des embauches et des investissements ainsi que l'allongement du temps de travail pour le même salaire. La perspective d'un ralentissement de la conjoncture mondiale et de nouvelles conséquences négatives de la crise de la dette européenne suscitent par ailleurs de grandes incertitudes.

Comme aux trimestres précédents, les réactions face au raffermissement du franc varient selon les secteurs. Dans l'ensemble, les répercussions de celui-ci sur l'économie se sont toutefois sensiblement aggravées (voir le chapitre «Enquête sur les cours de change: impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises», pages 38 à 43).

1 Marche des affaires

Industrie

En dépit de la situation difficile sur le marché des changes, l'industrie manufacturière a profité des carnets de commandes qui étaient déjà bien remplis. Les chiffres d'affaires réels ont progressé tant en comparaison annuelle que par rapport au trimestre précédent. En comparaison trimestrielle toutefois, l'essor s'est nettement ralenti dans toutes les branches, à l'exception de l'industrie horlogère, qui s'est montrée très résistante.

Comme aux trimestres précédents, la marche des affaires a, en un an, enregistré une amélioration supérieure à la moyenne dans l'industrie horlogère, l'industrie de la transformation des métaux, l'industrie des machines et, en partie, dans l'industrie des machines-outils. Les entreprises de fabrication de composants électriques et électroniques ont connu elles aussi une évolution très positive.

Les exportations ont continué de bénéficier d'une demande vigoureuse en provenance des pays émergents d'Asie, ainsi que de l'Europe du Nord et de l'Europe de l'Est. Des impulsions ont également émané des Etats-Unis et d'Amérique du Sud. Dans la zone euro, la demande venant d'Allemagne est restée vive.

Construction

Dans le secteur de la construction, la marche des affaires a poursuivi son évolution extrêmement favorable, à un rythme légèrement moins soutenu. Les chiffres d'affaires ont sensiblement augmenté en comparaison annuelle; en comparaison trimestrielle, leur hausse a toutefois été moindre que lors de la dernière enquête. Les chiffres d'affaires connaissent toujours une forte progression dans l'immobilier résidentiel, mais aussi dans le second œuvre. Comme au trimestre précédent, rien ne laisse présager la fin de cette tendance générale positive, les carnets de commandes étant pleins. Dans de nombreuses entreprises du second œuvre, les capacités sont utilisées jusqu'aux limites des possibilités et dans certains cas, les carnets de commandes sont plus remplis que jamais.

Face à l'évolution récente des taux d'intérêt, certains interlocuteurs ont exprimé des craintes à l'égard des risques pesant sur le marché immobilier.

Services

L'évolution des chiffres d'affaires du secteur des services s'est stabilisée tant en comparaison annuelle que trimestrielle. L'essor s'est donc considérablement ralenti.

La marche des affaires a marqué un net repli dans le commerce de gros et de détail, dans l'hôtellerie et dans le secteur bancaire. Certains hôteliers ont enregistré une chute du nombre de nuitées durant les mois d'été. Comme au trimestre précédent, on observe une grande disparité entre le tourisme dans les villes – dont la marche des affaires reste favorable – et le tourisme dans les régions de montagne, pour lequel la situation est tendue. Dans le commerce de détail, le tourisme de consommation dans les pays voisins s'est intensifié et s'étend depuis peu bien au-delà des régions frontalières. La branche automobile et celle du meuble ont elles aussi fortement souffert de cette évolution. En revanche, les bureaux d'ingénieurs et d'études, les sociétés de gestion immobilière et les transports connaissent toujours un grand essor, et les chiffres d'affaires dépassent largement ceux du trimestre précédent.

2 Utilisation des capacités de production

Après avoir notablement augmenté au trimestre précédent, le taux d'utilisation des capacités de production s'est inscrit en léger recul. Il est resté élevé dans la construction. L'utilisation des capacités a été qualifiée de plutôt forte dans l'industrie et de normale dans les services. Toutefois, la conjonction d'une rentabilité faible, voire insuffisante, et d'une utilisation des capacités élevée est un problème qui s'est aggravé sur un large front.

L'utilisation des capacités a de nouveau été estimée très forte dans l'industrie horlogère et les entreprises de sous-traitance de celle-ci. Les fabricants d'appareils informatiques, électroniques et optiques et ceux d'équipements électriques ont fait état d'un taux d'utilisation plutôt élevé. Dans l'industrie des machines, l'utilisation des capacités a été perçue de manière très contrastée, oscillant entre élevée et faible.

Dans le secteur de la construction, l'utilisation des capacités de production est restée au niveau élevé atteint au trimestre précédent. Toutes les entreprises interrogées se sont de nouveau déclarées très satisfaites à cet égard. Quelques-unes auraient cependant souhaité que la marche des affaires évolue à un rythme un peu moins soutenu. Les interlocuteurs tablent sur une stabilisation de l'utilisation des capacités au cours des prochains mois. Aucun signe de ralentissement n'a été observé.

Comme aux trimestres précédents, l'utilisation des capacités dans les services a été jugée normale dans l'ensemble. Les bureaux d'ingénieurs, d'architectes et de conseil et les entreprises de transport ont enregistré le niveau le plus élevé. Le taux d'utilisation a encore augmenté dans le secteur des technologies de l'information. Un taux plutôt fort a été observé chez les voyageurs. Il a été qualifié de normal dans le secteur financier. Dans le commerce (secteur automobile, commerce de gros et de détail) ainsi que dans l'hôtellerie, le taux d'utilisation a en revanche sensiblement diminué.

3 Demande de main-d'œuvre

Dans l'industrie manufacturière, la demande de main-d'œuvre a légèrement fléchi par rapport au trimestre précédent. D'une façon générale, les entreprises industrielles ont jugé que le niveau de leurs effectifs n'était plus qu'un peu trop faible. En raison du lourd climat d'incertitude qui pèse sur elles, les entreprises mènent une politique du personnel prudente: les besoins de recrutement signalés ont diminué en conséquence. Un manque de main-d'œuvre a été constaté dans les entreprises de traitement des métaux ainsi que chez les fabricants d'équipements électriques.

Dans le secteur de la construction, la demande de main-d'œuvre a continué de croître. La majorité des entreprises interrogées ont jugé le niveau actuel de leurs effectifs plutôt trop faible; nombre d'entre elles ont éprouvé davantage de difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. La raréfaction de la main-d'œuvre disponible a donc souvent constitué un facteur limitatif.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs a été considéré comme adéquat dans l'ensemble. Des besoins de recrutement élevés ont été signalés dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études, dans le secteur des technologies de l'information, les entreprises de transport et chez certains voyageurs. Il a été fait état d'un surnombre dans l'hôtellerie, comme au trimestre précédent, et, nouvellement, dans le commerce.

Tandis que les difficultés d'embauche de personnel se sont encore intensifiées dans la construction, la situation s'est détendue en particulier dans les services et, de façon moins marquée, dans l'industrie. D'une manière générale, trouver des spécialistes et de la main-d'œuvre hautement qualifiée reste néanmoins une tâche plutôt délicate.

Dans la plupart des branches de l'économie, les coûts du travail par employé ont de nouveau été orientés à la hausse, même si cette tendance est légèrement moins prononcée qu'au trimestre précédent. Dans la construction, surtout, l'accroissement de la demande de main-d'œuvre et l'assèchement du marché du travail ont parfois entraîné une pression accrue sur les coûts. L'industrie de l'électronique, en particulier, a été confrontée à une augmentation des coûts du travail par employé. En ce qui concerne les services, le renchérissement des coûts du travail a été le plus marqué dans les entreprises du secteur informatique, les sociétés immobilières, les bureaux de conseil, les entreprises de transport et les agences de placement de personnel.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Déjà qualifiées de problématiques au cours des trimestres précédents, les marges se sont sensiblement détériorées au troisième trimestre. Dans l'industrie et les services, notamment, elles ont encore baissé par rapport aux valeurs généralement considérées comme normales. Cette évolution s'explique essentiellement par la fermeté du franc et la hausse des prix de certaines matières premières. Les entreprises ont largement recours à des mesures telles que le gel des embauches et des investissements ainsi que l'allongement du temps de travail pour le même salaire. La délocalisation à l'étranger est aussi une option de plus en plus envisagée à moyen terme.

C'est de nouveau l'industrie manufacturière qui a le plus souffert de la pression sur les marges bénéficiaires. Celles-ci devraient continuer d'être mises à rude épreuve. En effet, bien que la majorité des entreprises prévoient des prix d'achat non plus en hausse, mais plutôt en baisse, elles sont elles-mêmes amenées à faire des concessions importantes au niveau des prix de vente en francs suisses.

Dans le secteur de la construction, les marges bénéficiaires ont été qualifiées de normales, comme aux trimestres précédents. Depuis peu, les entreprises ne tablent plus sur une augmentation des prix d'achat (matières premières). Dans le même temps, elles estiment cependant qu'il ne leur est plus possible de relever les prix de vente. Les marges pourraient ainsi se stabiliser au cours des prochains mois.

Dans le secteur des services, les interlocuteurs ont considéré leurs marges bénéficiaires comme inférieures à la moyenne dans l'ensemble. Le résultat global a de nouveau été influencé négativement par les marges nettement insatisfaisantes des banques. Le faible niveau des taux d'intérêt ainsi que l'évolution des cours de change et des cours boursiers ont considérablement pesé sur les recettes de ces dernières. Sont aussi jugées insuffisantes les marges bénéficiaires dans le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie et dans quelques fiduciaires et bureaux de conseil. Pour leur part, les entreprises de transport et les agences de voyage ont affiché des marges plutôt normales. Les sociétés de gestion immobilière ont fait état de marges élevées.

Comme aux trimestres précédents, l'enquête de juillet et d'août 2011 était consacrée à l'impact de la revalorisation du franc sur la marche des affaires. La situation s'est largement détériorée depuis le deuxième trimestre 2011: 58% des entreprises interrogées (contre 48% au trimestre précédent) ont signalé des retombées négatives dans l'ensemble, 31% (37%) n'ont remarqué aucun effet et 10% (15%) ont évoqué des répercussions positives. L'industrie manufacturière a de nouveau été de loin la plus touchée par l'appréciation du franc; l'impact négatif ressenti par ce secteur s'est fortement accentué par rapport au trimestre précédent (voir le chapitre «Enquête sur les cours de change: impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises», pages 38 à 43).

5 Perspectives

Les incertitudes concernant l'évolution ultérieure se sont sensiblement accrues, en particulier vers la fin de la période sur laquelle porte l'enquête. La prudence des entreprises se reflète surtout dans l'envergure modeste des plans d'embauche et d'investissement. Les attentes en matière de chiffres d'affaires pour les prochains mois sont nettement moins positives qu'au trimestre précédent.

La plupart des représentants de l'industrie manufacturière prévoient toujours une légère croissance des chiffres d'affaires pour les six prochains mois. Dans certaines branches, les entrées de commandes indiquent toutefois un net ralentissement. L'utilisation des capacités devrait se stabiliser et l'emploi ne devrait plus augmenter que ponctuellement.

Dans le secteur de la construction, la confiance reste solide. La tendance positive se maintient tant au niveau de l'évolution des chiffres d'affaires qu'à celui des prévisions d'emploi. Les carnets de commandes sont souvent pleins jusqu'à une période avancée de l'année prochaine. Les interlocuteurs du second œuvre se montrent particulièrement optimistes.

Les entreprises du secteur des services tablent elles aussi sur une évolution des affaires dans l'ensemble positive au cours des six prochains mois. Leurs prévisions concernant la croissance des chiffres d'affaires sont toutefois nettement moins favorables qu'elles ne l'étaient au trimestre précédent. Le taux d'utilisation des capacités de production et les effectifs devraient se stabiliser à leur niveau actuel. Les représentants du secteur des technologies de l'information et des voyageurs sont extrêmement confiants s'agissant de leurs chiffres d'affaires. Le secteur du tourisme réalise encore de bons chiffres dans les villes, contrairement aux régions de montagne; certains interlocuteurs se sont néanmoins déclarés sceptiques quant à la fiabilité du niveau de réservation, pourtant satisfaisant en soi. Les agences de placement de personnel et certaines assurances font également preuve d'optimisme. Les représentants du secteur bancaire envisagent une évolution plutôt négative. Les représentants du commerce de détail comptent sur une reprise de la consommation au cours des prochains mois.

En ce qui concerne les risques présents à l'échelle internationale, l'attention est concentrée sur un ralentissement de la conjoncture mondiale et sur les perturbations susceptibles d'être provoquées par la crise de la dette européenne. Plusieurs branches sont confrontées à la raréfaction des matières premières. Les difficultés de livraison et les augmentations de prix redoutées au trimestre précédent pour certaines catégories de produits, suite à la catastrophe de Fukushima, n'ont généralement pas eu lieu. De même, les craintes suscitées par l'évolution future des prix de l'énergie ne se sont pas confirmées.

En revanche, l'érosion des marges – due en grande partie à la revalorisation du franc – est une source de préoccupation majeure pour les interlocuteurs concernés. Etant donné qu'ils tablent plutôt sur une baisse des prix d'achat au cours des prochains mois, mais qu'ils s'attendent également à devoir faire des concessions considérables au niveau de leurs prix de vente, leurs marges pourraient au moins se stabiliser. Si le franc devait rester au niveau élevé qu'il connaît actuellement, cela aurait des conséquences décisives sur l'activité commerciale de nombreux interlocuteurs. Quelques-uns ont fait part de leur inquiétude quant à la persistance de taux d'intérêt faibles.

L'accentuation générale des incertitudes concernant l'évolution conjoncturelle à venir se reflète aussi dans les plans d'investissement: tandis qu'au trimestre précédent, ils étaient encore orientés à la hausse dans les trois secteurs, ce n'est le cas que pour la construction selon les résultats de la présente enquête. Dans l'industrie manufacturière et dans les services, les investissements devraient se maintenir au niveau actuel. Certaines entreprises de l'industrie manufacturière envisagent de réduire leurs investissements en Suisse au profit de nouveaux investissements à l'étranger.